

ASSOCIATION INITIATIVE MARSEILLE METROPOLE

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

I.	BILAN ACTIF	4
II.	BILAN PASSIF	5
III.	COMPTE DE RESULTAT	6
IV.	ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	8
IV.1	PREAMBULE	8
IV.2	INFORMATIONS GENERALES	8
IV.2.1	Description de l'activité des associations locale Initiative France :	8
IV.3	FAITS MARQUANTS	9
IV.3.1	Faits marquants de l'exercice	9
IV.3.2	Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes	10
IV.4	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	11
IV.4.1	Règlementation comptable	11
IV.4.2	Principales méthodes retenues	11
IV.4.3	Changements comptables	15
IV.5	Informations relatives aux postes du bilan	15
IV.5.1	Actif immobilisé	15
IV.5.2	Amortissements et provisions	16
IV.5.3	Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)	17
IV.5.4	Etat des provisions (NIF)	17
IV.5.5	Etat des créances et dettes (NIF)	18
IV.5.6	Répartition de la trésorerie (NIF)	19
IV.5.7	Montant des engagements financiers (NIF)	20
IV.5.8	Etat des fonds propres d'intervention (ANC 2018-06 et NIF)	20
IV.5.9	Information sur les fonds reportés et dédiés (ANC 2018-06)	21
IV.5.10	Etat des dettes financières (NIF)	21
IV.5.11	Contrôle de trésorerie	22
IV.6	Informations relatives aux postes du compte de résultat	23
IV.6.1	Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)	23
IV.6.2	Abandon de frais par les bénévoles (ANC 2018-06)	23
IV.6.3	Etat des pertes brutes	23
IV.6.4	Contributions en nature (ANC 2018-06)	24
IV.7	Autres informations	25
IV.7.1	Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)	25
IV.7.2	Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)	25
IV.7.3	Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)	25

IV.7.4	Autres informations	26
--------	---------------------------	----

I. BILAN ACTIF

Données en Euros	Exercice au 31.12.2024			Exercice au 31.12.2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Bilan Actif				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	3 123	3 123	0	233
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 123	3 123	0	233
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	89 732	77 903	11 829	16 141
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	89 732	77 903	11 829	16 141
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	3 197 321	683 065	2 514 256	3 271 275
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	660		660	160
Prêts	3 195 441	683 065	2 512 376	3 269 895
Autres	1 220		1 220	1 220
TOTAL I	3 290 176	764 091	2 526 085	3 287 649
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances	1 167 864		1 167 864	1 164 914
Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 785		19 785	
Créances reçues par legs ou donations			0	
Autres	1 148 079		1 148 079	1 164 914
Valeurs mobilières de placement	336		336	
Instruments financiers à terme				
Disponibilités	943 076		943 076	1 815 055
Charges constatées d'avance	9 401		9 401	5 357
TOTAL II	2 120 677		2 120 677	2 985 326
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 410 853	764 091	4 646 762	6 272 975

II. BILAN PASSIF

Données en Euros

PASSIF	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	2 031 310	1 875 609
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	1 019 511	1 960 844
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	101 376	52 220
Excédent ou déficit de l'exercice	-92 122	-190 912
Situation nette (sous-total)	3 060 075	3 697 761
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 060 075	3 697 761
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 279	114 467
TOTAL II	94 279	114 467
Provisions		
Provisions pour risques	40 334	23 334
TOTAL III	40 334	23 334
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	315 125	444 284
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 053	27 690
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	186 533	92 818
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	882 900	1 772 620
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	33 463	100 000
TOTAL IV	1 452 074	2 437 412
Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	4 646 762	6 272 974

III. COMPTE DE RESULTAT

Données en Euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	20 155	21 660
Ventes de biens et services	24 095	34 140
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	24 095	34 140
Subventions	699 525	671 191
<i>Subventions</i>	699 525	671 191
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 809	429
Utilisations des fonds dédiés	114 467	85 874
Autres produits	56 023	70 623
Total I	920 074	883 917
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	232 046	233 904
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	15 784	16 334
Salaires et traitements	395 104	385 948
Charges sociales	150 406	139 800
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 220	13 136
Dotations aux provisions	17 000	2 840
Reports en fonds dédiés	94 279	114 467
Autres charges	16	672
Total II	914 855	907 101
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	5 219	-23 184

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	334	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 364	2 031
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	179 154	397 824
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	180 852	399 855
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		5 639
Différences négatives de change		
Pertes sur prêts	286 667	569 337
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	286 667	574 976
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-105 815	-175 121
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-100 596	-198 305
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 809	13 474
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	9 809	13 474
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 335	6 081
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	1 335	6 081
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 474	7 393
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 110 735	1 297 246
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 202 857	1 488 158
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-92 122	-190 912

IV. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

IV.1 PREAMBULE

Annexe développée
(Base Règlement ANC n° 2018-06)

CONTENU DE L'ANNEXE

Informations générales (ANC 2018-06)

- Description de l'objet social (ANC 2018-06)
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées (ANC 2018-06)
- Description des moyens mis en œuvre (ANC 2018-06)
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Faits significatifs postérieurs de la clôture de l'exercice
- Informations en cas de transfert de ressources dédiées sur un autre projet défini (ANC 2018-06)
- Informations sur les transactions avec les contreparties (personnes physiques ou morales) non courantes et non conclues à des conditions normales (ANC 2018-06) : **ces informations sont reportables en dernière partie de l'annexe**

IV.2 INFORMATIONS GENERALES

IV.2.1 Description de l'activité des associations locale Initiative France :

Notre association Initiative Marseille Métropole est l'une des 206 associations locales réparties sur tout le territoire métropolitain et outremarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiels « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a accueilli 911 dossiers, présenté au Comité d'agrément 248 projets dont 188 ont été validés correspondant à 259 prêts personnels accordés pour un montant de 1 400 200€.

Ce qui représente :

- 167 prêts création pour 835 200 €
- 70 prêts reprise pour 372 000 €
- 22 prêts croissance pour 193 000 €

IV.3 FAITS MARQUANTS

IV.3.1 Faits marquants de l'exercice

Notification de la Région Sud sur l'exercice de leur droit de reprise sur abondements 2018 et 2019

La Région Sud a abondé notre fonds de prêts d'honneur « création-reprise » en 2018, 2019 et 2020 à hauteur de, respectivement, 250 000€, 200 000€ et 200 000€. Ces abondements sont assortis d'un droit de reprise exerçable à l'issue d'une période de 5 ans.

La Région SUD a ainsi exercé ses droits de reprise, notifiant l'association IMM en décembre 2023 pour l'apport 2018 d'un montant de 250 000 euros et en avril 2024 pour l'apport 2019 d'un montant de 200 000 euros. L'exercice du droit de reprise de la Région sur son apport 2020 est attendu au cours de l'exercice 2025, à l'expiration du délai de 5 ans.

Conformément aux conventions conclues sur la période 2018 à 2020 avec la Région Sud, les montants à restituer doivent être calculés nets des pertes définitives et justifiées, constatées sur les financements accordés par utilisation de ces fonds.

Après calcul de ces pertes, en tenant compte du taux de participation de la Région Sud au fonds de prêt de l'association évalué à 15 % pour 2018 (taux calculé sur la base du pourcentage d'abondement de la région sur l'année 2018 par rapport aux prêts d'honneur engagés sur l'année), le montant à rembourser a été arrêté à 246k€. Le montant à rembourser concernant l'apport 2019 a été estimé à 192k€.

Un titre de recette a été émis par la Paierie Régionale pour le montant dû au titre du droit de reprise sur l'apport 2018. Le titre de recette concernant l'apport 2019 a été émis en 2024.

En 2024, Initiative Marseille Métropole a finalisé le traitement des droits de reprise exercés par la Région Sud sur les abondements de 2018 et 2019.

- Une remise gracieuse de 50% sur le solde dû a été accordée par la Région Sud, par délibération du 25 octobre 2024.
- Pour l'abondement 2019, une remise gracieuse de 50% a également été obtenue, validée par délibération du 13 décembre 2024.

Les montants résiduels ont été intégralement réglés, et aucun reliquat n'est aujourd'hui dû à la Région Sud au titre des abondements 2018 et 2019.

Au 31 décembre 2024, la trésorerie disponible sur le fonds de prêts d'honneur de l'association s'élève à 537k€.

Mise en place d'une convention de fusion de soldes avec la CEPAC

Afin de sécuriser la trésorerie de fonctionnement, notamment face aux délais de versement de certaines subventions publiques, une convention de fusion de soldes a été mise en place avec la Caisse d'Épargne CEPAC.

- Cette convention permet de compenser automatiquement les soldes créditeurs et débiteurs des différents comptes ouverts à la CEPAC (compte de prêts, compte de fonctionnement), évitant ainsi la facturation de frais bancaires ou le recours à des autorisations de découvert.
- Cette démarche a conduit à la migration d'une part significative des fonds de l'association depuis le Crédit Mutuel vers la Caisse d'Épargne, tout en conservant une relation bancaire avec le Crédit Mutuel.

IV.3.2 Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêt des comptes

Avancée du dossier de fraude

Le 3 mars 2025, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a définitivement condamné Mme Nathalie Vidal :

À une peine de 18 mois d'emprisonnement délictuel avec sursis pour détournement de fonds publics.

Au paiement de 1.170.716,54 € en réparation du préjudice matériel subi par l'association, ainsi qu'à 2.000 € au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.

La procédure d'exécution de cette décision est en cours, avec des démarches entreprises auprès de l'AGRASC pour obtenir l'indemnisation de l'association sur les biens confisqués. La saisie conservatoire sur un bien immobilier sis 4 rue Archimède, 13004 Marseille, a été convertie en saisie attribution.

Diversification des activités : engagement dans de nouveaux dispositifs

En réponse aux baisses budgétaires affectant certains dispositifs historiques, Initiative Marseille Métropole a initié de nouvelles actions :

L'association s'est engagée aux côtés de BPI France dans le cadre de programmes d'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Ces nouvelles activités offrent des perspectives de développement et de diversification des sources de financement de l'association.

IV.4 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

IV.4.1 Règlementation comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement N° 1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ;
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06. Ces normes ont pour objet d'apporter une meilleure information financière compte tenu des spécificités de gestion des associations locales Initiative France (ci-après « NIF »).

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

IV.4.2 Principales méthodes retenues

Méthodes d'évaluations, d'amortissements et de dépréciations de l'actif immobilisé (Article 833-3 du règ. ANC 2014-03)

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Signalétique	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	2 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de prêts d'honneur et de prêts Covid Résistance accordés par l'association aux bénéficiaires.

Les prêts d'honneur accordés aux porteurs de projets constituent des prêts à la personne sans intérêt et sans garantie personnelle : ils impliquent une inscription à l'actif du bilan en immobilisations financières.

Les prêts Covid Résistance accordés aux entreprises constituent des prêts à la personne morale sans intérêt et sans garantie personnelle.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement des prêts, dès lors qu'une perte sur un contrat devient probable.

Les provisions sur prêts doivent être évaluées de manière individuelle en fonction des incidents de remboursement constatés et enregistrées en dépréciation des actifs financiers immobilisés.

En fonction des incidents de remboursement constatés, l'estimation de la provision pour risque de non-recouvrement des prêts d'honneur est réalisée selon la méthode suivante :

- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50 % du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75 % du solde
- Dossiers en commission de surendettement des particuliers sans plan de redressement : 100% du solde
- Redressement judiciaire en cours : 100 % du solde
- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100 % du solde
- Pour les prêts décaissés à compter du 01.01.2020, la méthode de dépréciation appliquée est celle préconisée par Initiative France.
- Pour les prêts décaissés avant le 01.01.2020, étant donné la faiblesse du contrôle interne mise en évidence par la fraude subie par IMM, un taux de dépréciation plus prudent a été appliquée selon la méthode suivante :

Nombre d'impayés	Taux de dépréciation
Dossiers de 0 à 3 impayés	75%
Dossiers avec plus de 3 impayés	100%

Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant (Article 834-6 du règ. ANC 2014-03)

Créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu (PCG Art 831 – 2&3).

Trésorerie

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Au 31 12 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie	31/12/2024 montant
Trésorerie Prêts	935 767€
Trésorerie fonctionnement	- 145 992€
Total	789 775€

Fonds propres

Les ressources de fonds de prêts octroyées par les financeurs dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées au passif du bilan, dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise, selon les conventions.

L'affectation de la ressource de fonds de prêt dans le compte adéquat s'effectue par le biais d'une analyse précise de la convention et de l'interprétation des diverses clauses contractuelles.

Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par les financeurs. Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Subventions d'exploitation ;
 - Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Provisions pour risques et charges

Principes généraux

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Indemnités de fin de carrière

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Cotisations (Article 142-1 du règ. ANC 2018-06)

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Pour l'Association Initiative Marseille Métropole, les cotisations sont sans contrepartie. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'appel à cotisation, l'association pouvant mettre en œuvre un droit d'agir en recouvrement.

Contributions volontaires en nature

L'association a décidé de valoriser à compter du 01.01.2021 les contributions volontaires en application du règlement ANC N°2018-06. Les modalités de recensement, quantification et de valorisation de ces contributions volontaires en nature sont explicitées dans la section « Contributions volontaires en nature »

de la section

« Informations relatives aux postes du compte de résultat » de la présente annexe.

IV.4.3 Changements comptables

Changement de réglementation comptable

Néant

Autres changements comptables

Changement à l'initiative de l'entité

Néant

Changement d'estimation

Néant

IV.5 Informations relatives aux postes du bilan

IV.5.1 Actif immobilisé

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
		Acquisitions	Apports	Poste à poste	Cessions	Rebut	Diminutions	
Immobilisations incorporelles								
Concessions, brevets...	3 123							3 123
Total I	3 123	0	0	0	0	0	0	3 123
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0			0			0
Total II	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles								
Terrains								0
Constructions								0
Installations générales, agencement des constructions	5 330							5 330
Installations techniques, matériels et outillage industriels								0
Installations générales, aménagements divers		5 674						5 674
Matériel de transport								0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	78 727							78 727
Autres								0
Immobilisations corporelles en cours								0
Avances et Acomptes								0
Total III	84 057	5 674	0	0	0	0	0	89 731
Immobilisations financières								
Autres titres immobilisés	660							660
PRETS D'HONNEUR	2 334 782	975 310				133 635	1 056 501	2 119 956
PHC	518 019	134 130				27 690	180 404	444 055
PRETS COVID	1 175 648					120 686	526 392	528 570
PHI (IMM)	103 666	45 000					45 806	102 860
DEPOTS ET CAUTIONS	1 220							1 220
Total IV	4 133 995	1 154 440	0	0	0	282 011	1 809 103	3 197 321
Total (I+II+III+IV)	4 221 175	1 160 114	0	0	0	282 011	1 809 103	3 290 175

IV.5.2 Amortissements et provisions

Rubriques	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets...	2 890	233		3 123
Total I	2 890	233	0	3 123
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Total II	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains				0
Constructions				0
Installations générales, agencement des constructions	3 129	716		3 845
Installations techniques, matériels et outillage industriels				0
Installations générales, aménagements divers		63		63
Matériel de transport				0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	64 788	9 208		73 996
Autres				0
Immobilisations financières				0
PROVISION PH	441 922	326 523	441 922	326 524
PROVISION PHC	54 424	37 188	54 424	37 189
PROVISION COVID	365 874	316 994	365 874	316 994
PROVISION PHI (IMM)		2 360		2 360
Total III	930 137	693 052	862 220	760 971
Total (I+II+III)	933 027	693 285	862 220	764 094

IV.5.3 Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

prêts immobilisés	31/12/2024		31/12/2023	
	montant	quantité	montant	quantité
Création	1 328 149€	469	1 524 796€	515
Reprise	791 807€	205	809 986€	184
Croissance	444 056€	98	518 019€	100
Innovation	102 860€	32	103 666€	24
Sous-total	2 666 871€	804	2 956 467€	823
COVID Résistance	528 570€	188	1175 648€	380
Sous-total	528 570€	188	1 175 648€	380
Total	3 195 441€	992	4 132 115€	1 203

Sur l'exercice 2024, 202 prêts ont été décaissés pour un montant de 1 154 440 € dont :

- 151 prêts pour un montant de 829 320 € accordés 2024 soit :
 - o 84 prêts création pour 432 625 €
 - o 44 prêts reprise pour 243 065 €
 - o 15 prêts croissance pour 117 630 €
 - o 8 prêts innovation pour 36 000 €
- 51 prêts pour un montant de 325 120 € accordés en 2023 soit :
 - o 33 prêts création pour 191 364 €
 - o 15 prêts reprise pour 108 256 €
 - o 2 prêts croissance pour 16 500 €
 - o 1 prêts innovation pour 9 000 €

IV.5.4 Etat des provisions (NIF)

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

L'état des provisions pour dépréciation des PRETS D'HONNEUR à l'actif du bilan se présente ainsi :

dépréciations des prêts	31/12/2024		31/12/2023
	montant	quantité	montant
Création	221 980€	104	312 749€
Reprise	104 543€	32	129 172€
Croissance	37 188€	22	54 424€
Innovation	2 360€	1	-
Total	366 071€	159	496 345€
dotation	366 071€		496 345€
reprise	496 345€		759 171€

L'état des provisions pour dépréciation des PRETS COVID RESISTANCE à l'actif du bilan se présente ainsi :

Dépréciations des prêts	Montant Total Provisions		Part ISUD		Part Association Locale hors ISUD	
	31/12/24	31/12/23	31/12/24	31/12/23	31/12/24	31/12/23
Covid Résistance	316 994€	365 874€	285 793€	331 038€	31 200€	34 836€

IV.5.5 Etat des créances et dettes (NIF)

Le montant des prêts à l'actif du bilan se décompose ainsi selon les échéances :

échéances des prêts	31/12/2024	
	-1 an	1 an et +
Création	1 117 641€	210 508€
Transmission / reprise	665 801€	126 005€
Croissance	358 174€	85 882€
Innovation IMM	89 311€	13 549€
Covid Résistance	277 787€	250 783€
Total	2 508 714€	686 727€

IV.5.6 Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31/12/2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

trésorerie	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
Création / reprise	499 427€	527 534€
Croissance	33 142€	27 075€
Innovation IMM	4 134€	12 146€
Sous total prêts d'honneur	536 703€	566 755€
Fonds COVID Résistance	341 450€	971 453€
Primes CJC	45 213€	258 435€
Marseille Innovation	12 401€	16 109
Total des prêts	935 767€	1 812 752€
Fonctionnement	- 145 992€	- 131 568€
Total	789 775€	1 681 184€

IV.5.7 Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il se répartit ainsi :

prêts accordés non décaissés	31/12/2024	
	montant	quantité
Création	228 000€	47
Transmission / reprise	72 000€	13
Croissance	30 000€	3
Sous Total décaissable	330 000€	63
Prêts abandonnés par l'entrepreneur	74 000€	14
Prêts ayant dépassé la date limite de décaissement (6 mois)	157 000€	29
Sous Total non-décaissable	231 000€	43
Total	561 000€	106

IV.5.8 Etat des fonds propres d'intervention (ANC 2018-06 et NIF)

Les fonds propres consacrés à l'activité prêt sont répartis ainsi (NIF) :

fonds de prêt	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
Création /reprise	1 976 429€	2 056 572€
Covid Résistance	350 586€	1 036 075€
Total	2 327 015€	3 092 647€

dont :

sans droit de reprise	1 412 250€	1 256 549€
avec droit de reprise	914 765€	1 836 099€

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association locale, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres fonctionnement	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
réserves	-	-
report à nouveau	101 376€	52 220€
sous-total	101 376€	52 220€
résultat fonctionnement	36 612€	49 154€
total	137 988€	101 374€

IV.5.9 Information sur les fonds reportés et dédiés (ANC 2018-06)

Nature du fonds	Date d'origine du fonds	Valorisation totale du fonds	Fonds non utilisés à l'ouverture de l'exercice	Fonds consommés sur l'exercice	Solde disponible à la clôture de l'exercice
MPE cohorte 2022 REGION	2022	163 727€	19 621€	10 156€	9 465€
MPE cohorte FSE+ 2022	2022	204 650€	24 525€	12 695€	11 830€
MPE cohorte 2022 fonds privés	2022	40 942	4 907€	2 540€	2 367€
MPE cohorte 2023 REGION	2023	164 391€	26 166€	13 398€	12 768€
MPE cohorte 2023 fonds privés	2023	211 236€	39 248€	20 096€	19 152€
MPE cohorte 2024 REGION	2024	164 391€			15 479€
MPE cohorte 2024 fonds privés	2024	211 320€			23 218€

IV.5.10 Etat des dettes financières (NIF)

Quelle que soit la forme de dette, avance ou emprunt, lorsqu'elle concerne le financement des prêts, il est demandé une information spécifique (NIF) selon le format ci-dessous.

Les dettes financières comprennent des dettes spécifiquement affectées aux prêts accordés par l'entité qui sont décomposables comme suit :

dette financière sur prêts	31/12/2024	31/12/2023	taux d'intérêt	dette -1 an	date d'échéance
	montant	montant			
Innovation	50 000€	75 000€	0	25 000€	15/12/26
Croissance	75 000€	100 000€	0	25 000€	11/08/27
Croissance	25 000€	50 000€	0	25 000€	01/02/25
total	150 000€	225 000€		75 000€	

IV.5.11 Contrôle de trésorerie

	Fonctionnement	Création / Reprise	Croissance	COVID Résistance
<u>ACTIF</u>				
Actif immobilisé	13 709€	1 893 932€	406 867€	211 577€
Actif circulant	592 574€	503 561€	33 142€	341 450€
Total	606 283€	2 397 493€	440 009€	553 027€
<u>PASSIF</u>				
Fonds propres sans droit de reprise		1 412 250€		342 198€
Fonds propres avec droit de reprise		564 179€		350 586€
Dettes	407 426€		100 000€	
Total	407 426€	1 976 429	100 000€	692 784€

IV.6 Informations relatives aux postes du compte de résultat

IV.6.1 Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

concours publics subventions	31/12/2024			31/12/2023		
	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.
Union Européenne		179 094€			177 088€	
Etat (CJC)		70 108€			101 492€	
Conseil Régional		190 541€			164 391€	
Intercommunalités		100 000€			29 219€	
autres		159 782€			199 000€	
total		699 525€			671 190€	

IV.6.2 Abandon de frais par les bénévoles (ANC 2018-06)

Les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité de bénévolat sont enregistrés dans les comptes de charges correspondant à leur nature sur la base des dépenses réelles et justifiées et récapitulées dans une note de frais. La renonciation au remboursement de frais par le bénévole est matérialisée sur la note de frais produite par le bénévole et est comptabilisée en dons manuels (compte 75412 abandon de frais par les bénévoles).

L'abandon de frais ne constitue pas une contribution volontaire en nature.

IV.6.3 Etat des pertes brutes

Fonds de prêt	Année 2024	Année 2023
Création	106 064€	162 240€
Reprise	26 050€	72 680€
Croissance	27 690€	24 099€
COVID Résistance	120 686€	310 318€
total	282 012€	569 337€

IV.6.4 Contributions en nature (ANC 2018-06)

CNV	Année N	Année N-1
contributions		
dons en nature		
prestation en nature		
bénévolat	86 945€	72 463€
total	86 945€	72 463€
charges		
secours en nature		
m-à-d gratuite de biens	25 043€	25 043€
commodat (prêt)		
prestation en nature		
personnel bénévole		
total	25 043€	25 043€

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

Le bénévolat est évalué sur la base de 60 € de l'heure comme en 2023. **Information sur les entités faisant appel public à la générosité (ANC 2018-06)**

Les entités faisant appel public à la générosité du public (mécénat, sponsoring, legs) doivent établir de nouveaux états spécifiques formatés dans le cadre du règlement ANC 2018-06 faisant ressortir la part liée à la générosité du public et notamment :

- Un Compte de Résultat par origine et destination (CROD) (ANC 2018-06)

IV.7 Autres informations

IV.7.1 Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et (

Effectif	Année 2024	Année 2023
cadres	4,12	3,25
non cadres	6,92	8,58
<i>sous total</i>	11,04	11,83
personnel m-à-d facturées		
personnel m-à-d CVN		
total	11,04	11,83

IV.7.2 Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)

En application de l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés n'est pas communiquée car cela conduirait à présenter une rémunération individuelle.

IV.7.3 Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

honoraire CAC	31/12/2024	31/12/2023
certification des comptes	15 000€	13 200€
total	15 000€	13 200€

IV.7.4 Autres informations

Bilan MPE 2024

Budget - MPE 2024 - INITIATIVE MARSEILLE METROPOLE			
Charges	Montant	Produits	Montant
60 - Achats	560 €	70 - Vente de produits finis	0 €
Prestations services et achats d'étude	0 €	Prestations de services	0 €
Achat matière et fourniture équipement	0 €	Produits des activités annexes	0 €
Autres fournitures	560 €	71 – Subventions Publiques	328 006 €
		Fonds européens Région SUD FSE+	179 094 €
61 - Services extérieurs	49 103 €	...	
Locations	49 009 €	...	
Entretien et réparation	0 €	Région SUD SETEN	148 912 €
Assurance	94 €	...	
Documentation	0 €	...	
Autres	0 €	...	
62 - Autres services extérieurs	48 326 €	Département(s)	0 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	25 280 €	...	
Publicité, publication	2 401 €	...	
Déplacements, missions	7 361 €	Commune(s) ou intercommunalité(s)	0 €
Frais postaux et de télécommunication	1 059 €	...	
Services bancaires	5 521 €	Autres (préciser)	0 €
Autres	6 704 €		
		Subventions Privées	44 276 €
64 - Charges de personnel	265 916 €	Cotisations	0 €
Impôts et taxes sur rémunération	8 583 €	Banque	0 €
Rémunérations des personnels	179 359 €	Entreprises	0 €
Charges sociales	68 676 €	Autres (préciser) autofinancement	0 €
Autres charges de personnel	9 298 €		
Charges de personnel indirectes (si coûts inclus dans OCS 40%)	0 €		
65 - Autres charges de gestion courante (détaillez)	8 377 €	75 - Autres produits de gestion courante	0 €
Charges fixes de fonctionnement	0 €	Cotisations	0 €
Autres	8 377 €	Produits financiers	0 €
Sous Total (1) Charges engagées en 2024	372 282 €	Sous Total (1) Produits mobilisés en 2024	372 282 €
Fonds dédiés - Fonds privés à engager	38 697 €	Fonds dédiés à mobiliser Région Sud SETEN	15 479 €
	0 €	Fonds dédiés à mobiliser FSE+	0 €
	0 €	Fonds privés / autofinancement à mobiliser	23 218 €
Sous Total (2) Charges à engager en N+1 N+2	38 697 €	Sous Total (2) Produits à mobiliser en N+1 N+2	38 697 €
TOTAL	410 979 €	TOTAL	410 979 €

Remboursements COVID Résistance

Remboursements COVID Résistance perçus	31/12/2024	30/06/2024
Part ISUD	3 162 332€	2 994 350€
Part associations locales hors ISUD	174 216€	132 966€
Montant total remboursé	3 336 548€	3 127 316€

Information sur les entités faisant appel public à la générosité (ANC 2018-06)

Les entités faisant appel public à la générosité (mécénat, parrainage, legs, donation...) doivent établir de nouveaux états spécifiques formatés dans le cadre du règlement ANC 2018-06 faisant ressortir la part liée à la générosité du public et notamment :

- Un tableau de variation des fonds propres (ANC 2018-06)
- Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (ANC 2018-06)
- Tableau des legs, donations et assurances-vie (ANC 2018-06)
- Tableau des fonds reportés liés aux legs et donations (ANC 2018-06)

RESSOURCES PAR ORIGINE		
RESSOURCES DE L'EXERCICE	31/12/2024	31/12/2023
1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Cotisations sans contrepartie	20 155€	21 660€
1.2 Dons, legs et mécénats	55 950€	70 359€
Dons manuels	55 950€	70 359€
Legs, donations et assurances-vie		
Mécénats		
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	-	-
Total DES RESSOURCES	76 105€	92 019€
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Bénévolat Prestations en nature	86 945€	72 463€
Mise à disposition de locaux	25 043€	25 043€
Dons immatériels		
Total général	188 093€	189 525€

Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

	31/12/2024			31/12/2023		
	total	fonctionnement	prêts	total	fonctionnement	prêts
produits exploitation	920 074€	920 074€	- €	883 917€	880 920€	2 997€
charges exploitation	914 854€	883 847€	31 007€	907 101€	844 797€	62 304€
résultat exploitation	5 220€	36 227€	-31 007€	-23 184€	36 123€	-59 307€
produits financiers	863 917€	385€	863 532€	1 262 074€	2 031€	1 260 043€
charges financières	-	-	969 732€	-	- €	1 437 196€
résultat financier	105 815€	385€	-106 200€	-175 122€	2 031€	-177 153€
résultat courant	100 595€	36 612€	-137 207€	-198 306€	38 154€	-236 460€
produits except.	9 809€	- €	9 809€	13 474€	11 000€	2 474€
charges except.	-1 335€	- €	-1 335€	-6 081€	- €	-6 081€
résultat exceptionnel	8 474€	- €	8 474€	7 393€	11 000€	-3 607€
résultat net	-92 121€	36 612€	- 128 733€	-190 913€	49 154€	-240 067€

Tableau du compte de résultat sur activité prêt (NIF) – HORS COVID RESISTANCE

compte résultat activité prêt	31/12/2024		31/12/2023	
	montant	quantité	montant	quantité
<i>charges</i>				
dotations prov. prêts	366 071€	159	496 346€	173
pertes brutes s prêts	161 325€	41	259 019€	61
autres charges	30 700€		69 992€	
total des charges	571 011€		825 356€	
<i>produits</i>				
reprises prov. prêts	496 345€	173	759 171€	
autres produits	9 809€		2 474€	
total des produits	520 382€		764 642€	
résultat s. prêts	-50 629€		-60 714€	

Tableau du compte de résultat sur activité prêt (NIF) – COVID RESISTANCE

compte résultat	Année 2024		Année 2023	
activité prêt	montant	quantité	montant	quantité
charges				
dotations prov. prêts	316 994€	90	365 874€	84
pertes brutes s prêts	120 686€	28	310 318€	53
autres charges, liées au recouvrement, imputables aux fonds de la Région	6 298€		4 033€	
total des charges	443 978€		680 225€	
produits				
reprises prov. prêts	365 874€		500 872€	
résultat s. prêts	-78 104€		-179 353€	

La Présidente

Le Trésorier

Marie CANTON

✓ Certified by  yousign

Anthony AUBERT

✓ Certified by  yousign

Initiative Marseille Métropole

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Initiative Marseille Métropole

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 2 rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Initiative Marseille Métropole,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Initiative Marseille Métropole relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Marseille, le 10 juin 2025

DocuSigned by:
 *Stéphane MARFISI*
F73D2D1FAB0E4D5...

Stéphane Marfisi

Associé

ASSOCIATION INITIATIVE MARSEILLE METROPOLE

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

I.	BILAN ACTIF	4
II.	BILAN PASSIF	5
III.	COMPTE DE RESULTAT	6
IV.	ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	8
IV.1	PREAMBULE	8
IV.2	INFORMATIONS GENERALES	8
IV.2.1	Description de l'activité des associations locale Initiative France :	8
IV.3	FAITS MARQUANTS	9
IV.3.1	Faits marquants de l'exercice	9
IV.3.2	Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes	10
IV.4	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	11
IV.4.1	Règlementation comptable	11
IV.4.2	Principales méthodes retenues	11
IV.4.3	Changements comptables	15
IV.5	Informations relatives aux postes du bilan	15
IV.5.1	Actif immobilisé	15
IV.5.2	Amortissements et provisions	16
IV.5.3	Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)	17
IV.5.4	Etat des provisions (NIF)	17
IV.5.5	Etat des créances et dettes (NIF)	18
IV.5.6	Répartition de la trésorerie (NIF)	19
IV.5.7	Montant des engagements financiers (NIF)	20
IV.5.8	Etat des fonds propres d'intervention (ANC 2018-06 et NIF)	20
IV.5.9	Information sur les fonds reportés et dédiés (ANC 2018-06)	21
IV.5.10	Etat des dettes financières (NIF)	21
IV.5.11	Contrôle de trésorerie	22
IV.6	Informations relatives aux postes du compte de résultat	23
IV.6.1	Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)	23
IV.6.2	Abandon de frais par les bénévoles (ANC 2018-06)	23
IV.6.3	Etat des pertes brutes	23
IV.6.4	Contributions en nature (ANC 2018-06)	24
IV.7	Autres informations	25
IV.7.1	Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)	25
IV.7.2	Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)	25
IV.7.3	Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)	25

I. BILAN ACTIF

Données en Euros	Exercice au 31.12.2024			Exercice au 31.12.2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Bilan Actif				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	3 123	3 123	0	233
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 123	3 123	0	233
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	89 732	77 903	11 829	16 141
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	89 732	77 903	11 829	16 141
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	3 197 321	683 065	2 514 256	3 271 275
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	660		660	160
Prêts	3 195 441	683 065	2 512 376	3 269 895
Autres	1 220		1 220	1 220
TOTAL I	3 290 176	764 091	2 526 085	3 287 649
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances	1 167 864		1 167 864	1 164 914
Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 785		19 785	
Créances reçues par legs ou donations			0	
Autres	1 148 079		1 148 079	1 164 914
Valeurs mobilières de placement	336		336	
Instruments financiers à terme				
Disponibilités	943 076		943 076	1 815 055
Charges constatées d'avance	9 401		9 401	5 357
TOTAL II	2 120 677		2 120 677	2 985 326
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 410 853	764 091	4 646 762	6 272 975

II. BILAN PASSIF

Données en Euros

PASSIF	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	2 031 310	1 875 609
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	1 019 511	1 960 844
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	101 376	52 220
Excédent ou déficit de l'exercice	-92 122	-190 912
Situation nette (sous-total)	3 060 075	3 697 761
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 060 075	3 697 761
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 279	114 467
TOTAL II	94 279	114 467
Provisions		
Provisions pour risques	40 334	23 334
TOTAL III	40 334	23 334
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	315 125	444 284
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 053	27 690
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	186 533	92 818
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	882 900	1 772 620
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	33 463	100 000
TOTAL IV	1 452 074	2 437 412
Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	4 646 762	6 272 974

III. COMPTE DE RESULTAT

Données en Euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	20 155	21 660
Ventes de biens et services	24 095	34 140
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	24 095	34 140
Subventions	699 525	671 191
<i>Subventions</i>	699 525	671 191
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 809	429
Utilisations des fonds dédiés	114 467	85 874
Autres produits	56 023	70 623
Total I	920 074	883 917
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	232 046	233 904
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	15 784	16 334
Salaires et traitements	395 104	385 948
Charges sociales	150 406	139 800
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 220	13 136
Dotations aux provisions	17 000	2 840
Reports en fonds dédiés	94 279	114 467
Autres charges	16	672
Total II	914 855	907 101
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	5 219	-23 184

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice au 31.12.2024	Exercice au 31.12.2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	334	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 364	2 031
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	179 154	397 824
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	180 852	399 855
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		5 639
Différences négatives de change		
Pertes sur prêts	286 667	569 337
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	286 667	574 976
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-105 815	-175 121
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-100 596	-198 305
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 809	13 474
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	9 809	13 474
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 335	6 081
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	1 335	6 081
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 474	7 393
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 110 735	1 297 246
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 202 857	1 488 158
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-92 122	-190 912

IV. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

IV.1 PREAMBULE

Annexe développée
(Base Règlement ANC n° 2018-06)

CONTENU DE L'ANNEXE

Informations générales (ANC 2018-06)

- Description de l'objet social (ANC 2018-06)
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées (ANC 2018-06)
- Description des moyens mis en œuvre (ANC 2018-06)
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Faits significatifs postérieurs de la clôture de l'exercice
- Informations en cas de transfert de ressources dédiées sur un autre projet défini (ANC 2018-06)
- Informations sur les transactions avec les contreparties (personnes physiques ou morales) non courantes et non conclues à des conditions normales (ANC 2018-06) : **ces informations sont reportables en dernière partie de l'annexe**

IV.2 INFORMATIONS GENERALES

IV.2.1 Description de l'activité des associations locale Initiative France :

Notre association Initiative Marseille Métropole est l'une des 206 associations locales réparties sur tout le territoire métropolitain et outremerin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiels « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a accueilli 911 dossiers, présenté au Comité d'agrément 248 projets dont 188 ont été validés correspondant à 259 prêts personnels accordés pour un montant de 1 400 200€.

Ce qui représente :

- 167 prêts création pour 835 200 €
- 70 prêts reprise pour 372 000 €
- 22 prêts croissance pour 193 000 €

IV.3 FAITS MARQUANTS

IV.3.1 Faits marquants de l'exercice

Notification de la Région Sud sur l'exercice de leur droit de reprise sur abondements 2018 et 2019

La Région Sud a abondé notre fonds de prêts d'honneur « création-reprise » en 2018, 2019 et 2020 à hauteur de, respectivement, 250 000€, 200 000€ et 200 000€. Ces abondements sont assortis d'un droit de reprise exerçable à l'issue d'une période de 5 ans.

La Région SUD a ainsi exercé ses droits de reprise, notifiant l'association IMM en décembre 2023 pour l'apport 2018 d'un montant de 250 000 euros et en avril 2024 pour l'apport 2019 d'un montant de 200 000 euros. L'exercice du droit de reprise de la Région sur son apport 2020 est attendu au cours de l'exercice 2025, à l'expiration du délai de 5 ans.

Conformément aux conventions conclues sur la période 2018 à 2020 avec la Région Sud, les montants à restituer doivent être calculés nets des pertes définitives et justifiées, constatées sur les financements accordés par utilisation de ces fonds.

Après calcul de ces pertes, en tenant compte du taux de participation de la Région Sud au fonds de prêt de l'association évalué à 15 % pour 2018 (taux calculé sur la base du pourcentage d'abondement de la région sur l'année 2018 par rapport aux prêts d'honneur engagés sur l'année), le montant à rembourser a été arrêté à 246k€. Le montant à rembourser concernant l'apport 2019 a été estimé à 192k€.

Un titre de recette a été émis par la Paierie Régionale pour le montant dû au titre du droit de reprise sur l'apport 2018. Le titre de recette concernant l'apport 2019 a été émis en 2024.

En 2024, Initiative Marseille Métropole a finalisé le traitement des droits de reprise exercés par la Région Sud sur les abondements de 2018 et 2019.

- Une remise gracieuse de 50% sur le solde dû a été accordée par la Région Sud, par délibération du 25 octobre 2024.
- Pour l'abondement 2019, une remise gracieuse de 50% a également été obtenue, validée par délibération du 13 décembre 2024.

Les montants résiduels ont été intégralement réglés, et aucun reliquat n'est aujourd'hui dû à la Région Sud au titre des abondements 2018 et 2019.

Au 31 décembre 2024, la trésorerie disponible sur le fonds de prêts d'honneur de l'association s'élève à 537k€.

Mise en place d'une convention de fusion de soldes avec la CEPAC

Afin de sécuriser la trésorerie de fonctionnement, notamment face aux délais de versement de certaines subventions publiques, une convention de fusion de soldes a été mise en place avec la Caisse d'Épargne CEPAC.

- Cette convention permet de compenser automatiquement les soldes créditeurs et débiteurs des différents comptes ouverts à la CEPAC (compte de prêts, compte de fonctionnement), évitant ainsi la facturation de frais bancaires ou le recours à des autorisations de découvert.
- Cette démarche a conduit à la migration d'une part significative des fonds de l'association depuis le Crédit Mutuel vers la Caisse d'Épargne, tout en conservant une relation bancaire avec le Crédit Mutuel.

IV.3.2 Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêt des comptes

Avancée du dossier de fraude

Le 3 mars 2025, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a définitivement condamné Mme Nathalie Vidal :

À une peine de 18 mois d'emprisonnement délictuel avec sursis pour détournement de fonds publics.

Au paiement de 1.170.716,54 € en réparation du préjudice matériel subi par l'association, ainsi qu'à 2.000 € au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.

La procédure d'exécution de cette décision est en cours, avec des démarches entreprises auprès de l'AGRASC pour obtenir l'indemnisation de l'association sur les biens confisqués. La saisie conservatoire sur un bien immobilier sis 4 rue Archimède, 13004 Marseille, a été convertie en saisie attribution.

Diversification des activités : engagement dans de nouveaux dispositifs

En réponse aux baisses budgétaires affectant certains dispositifs historiques, Initiative Marseille Métropole a initié de nouvelles actions :

L'association s'est engagée aux côtés de BPI France dans le cadre de programmes d'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Ces nouvelles activités offrent des perspectives de développement et de diversification des sources de financement de l'association.

IV.4 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

IV.4.1 Règlementation comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement N° 1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ;
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06. Ces normes ont pour objet d'apporter une meilleure information financière compte tenu des spécificités de gestion des associations locales Initiative France (ci-après « NIF »).

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

IV.4.2 Principales méthodes retenues

Méthodes d'évaluations, d'amortissements et de dépréciations de l'actif immobilisé (Article 833-3 du règ. ANC 2014-03)

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Signalétique	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	2 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de prêts d'honneur et de prêts Covid Résistance accordés par l'association aux bénéficiaires.

Les prêts d'honneur accordés aux porteurs de projets constituent des prêts à la personne sans intérêt et sans garantie personnelle : ils impliquent une inscription à l'actif du bilan en immobilisations financières.

Les prêts Covid Résistance accordés aux entreprises constituent des prêts à la personne morale sans intérêt et sans garantie personnelle.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement des prêts, dès lors qu'une perte sur un contrat devient probable.

Les provisions sur prêts doivent être évaluées de manière individuelle en fonction des incidents de remboursement constatés et enregistrées en dépréciation des actifs financiers immobilisés.

En fonction des incidents de remboursement constatés, l'estimation de la provision pour risque de non-recouvrement des prêts d'honneur est réalisée selon la méthode suivante :

- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50 % du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75 % du solde
- Dossiers en commission de surendettement des particuliers sans plan de redressement : 100% du solde
- Redressement judiciaire en cours : 100 % du solde
- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100 % du solde
- Pour les prêts décaissés à compter du 01.01.2020, la méthode de dépréciation appliquée est celle préconisée par Initiative France.
- Pour les prêts décaissés avant le 01.01.2020, étant donné la faiblesse du contrôle interne mise en évidence par la fraude subie par IMM, un taux de dépréciation plus prudent a été appliquée selon la méthode suivante :

Nombre d'impayés	Taux de dépréciation
Dossiers de 0 à 3 impayés	75%
Dossiers avec plus de 3 impayés	100%

Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant (Article 834-6 du règ. ANC 2014-03)

Créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu (PCG Art 831 – 2&3).

Trésorerie

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Au 31 12 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie	31/12/2024 montant
Trésorerie Prêts	935 767€
Trésorerie fonctionnement	- 145 992€
Total	789 775€

Fonds propres

Les ressources de fonds de prêts octroyées par les financeurs dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées au passif du bilan, dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise, selon les conventions.

L'affectation de la ressource de fonds de prêt dans le compte adéquat s'effectue par le biais d'une analyse précise de la convention et de l'interprétation des diverses clauses contractuelles.

Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par les financeurs. Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Subventions d'exploitation ;
 - Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Ressources liées à la comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Provisions pour risques et charges

Principes généraux

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Indemnités de fin de carrière

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Cotisations (Article 142-1 du règ. ANC 2018-06)

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Pour l'Association Initiative Marseille Métropole, les cotisations sont sans contrepartie. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'appel à cotisation, l'association pouvant mettre en œuvre un droit d'agir en recouvrement.

Contributions volontaires en nature

L'association a décidé de valoriser à compter du 01.01.2021 les contributions volontaires en application du règlement ANC N°2018-06. Les modalités de recensement, quantification et de valorisation de ces contributions volontaires en nature sont explicitées dans la section « Contributions volontaires en nature »

de la section

« Informations relatives aux postes du compte de résultat » de la présente annexe.

IV.4.3 Changements comptables

Changement de réglementation comptable

Néant

Autres changements comptables

Changement à l'initiative de l'entité

Néant

Changement d'estimation

Néant

IV.5 Informations relatives aux postes du bilan

IV.5.1 Actif immobilisé

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
		Acquisitions	Apports	Poste à poste	Cessions	Rebut	Diminutions	
Immobilisations incorporelles								
Concessions, brevets...	3 123							3 123
Total I	3 123	0	0	0	0	0	0	3 123
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0			0			0
Total II	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles								
Terrains								0
Constructions								0
Installations générales, agencement des constructions	5 330							5 330
Installations techniques, matériels et outillage industriels								0
Installations générales, aménagements divers		5 674						5 674
Matériel de transport								0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	78 727							78 727
Autres								0
Immobilisations corporelles en cours								0
Avances et Acomptes								0
Total III	84 057	5 674	0	0	0	0	0	89 731
Immobilisations financières								
Autres titres immobilisés	660							660
PRETS D'HONNEUR	2 334 782	975 310			133 635	1 056 501		2 119 956
PHC	518 019	134 130			27 690	180 404		444 055
PRETS COVID	1 175 648				120 686	526 392		528 570
PHI (IMM)	103 666	45 000				45 806		102 860
DEPOTS ET CAUTIONS	1 220							1 220
Total IV	4 133 995	1 154 440	0	0	282 011	1 809 103		3 197 321
Total (I+II+III+IV)	4 221 175	1 160 114	0	0	0	282 011	1 809 103	3 290 175

IV.5.2 Amortissements et provisions

Rubriques	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets...	2 890	233		3 123
Total I	2 890	233	0	3 123
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Total II	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains				0
Constructions				0
Installations générales, agencement des constructions	3 129	716		3 845
Installations techniques, matériels et outillage industriels				0
Installations générales, aménagements divers		63		63
Matériel de transport				0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	64 788	9 208		73 996
Autres				0
Immobilisations financières				0
PROVISION PH	441 922	326 523	441 922	326 524
PROVISION PHC	54 424	37 188	54 424	37 189
PROVISION COVID	365 874	316 994	365 874	316 994
PROVISION PHI (IMM)		2 360		2 360
Total III	930 137	693 052	862 220	760 971
Total (I+II+III)	933 027	693 285	862 220	764 094

IV.5.3 Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

prêts immobilisés	31/12/2024		31/12/2023	
	montant	quantité	montant	quantité
Création	1 328 149€	469	1 524 796€	515
Reprise	791 807€	205	809 986€	184
Croissance	444 056€	98	518 019€	100
Innovation	102 860€	32	103 666€	24
Sous-total	2 666 871€	804	2 956 467€	823
COVID Résistance	528 570€	188	1175 648€	380
Sous-total	528 570€	188	1 175 648€	380
Total	3 195 441€	992	4 132 115€	1 203

Sur l'exercice 2024, 202 prêts ont été décaissés pour un montant de 1 154 440 € dont :

- 151 prêts pour un montant de 829 320 € accordés 2024 soit :
 - o 84 prêts création pour 432 625 €
 - o 44 prêts reprise pour 243 065 €
 - o 15 prêts croissance pour 117 630 €
 - o 8 prêts innovation pour 36 000 €
- 51 prêts pour un montant de 325 120 € accordés en 2023 soit :
 - o 33 prêts création pour 191 364 €
 - o 15 prêts reprise pour 108 256 €
 - o 2 prêts croissance pour 16 500 €
 - o 1 prêts innovation pour 9 000 €

IV.5.4 Etat des provisions (NIF)

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

L'état des provisions pour dépréciation des PRETS D'HONNEUR à l'actif du bilan se présente ainsi :

dépréciations des prêts	31/12/2024		31/12/2023
	montant	quantité	montant
Création	221 980€	104	312 749€
Reprise	104 543€	32	129 172€
Croissance	37 188€	22	54 424€
Innovation	2 360€	1	-
Total	366 071€	159	496 345€
dotation	366 071€		496 345€
reprise	496 345€		759 171€

L'état des provisions pour dépréciation des PRETS COVID RESISTANCE à l'actif du bilan se présente ainsi :

Dépréciations des prêts	Montant Total Provisions		Part ISUD		Part Association Locale hors ISUD	
	31/12/24	31/12/23	31/12/24	31/12/23	31/12/24	31/12/23
Covid Résistance	316 994€	365 874€	285 793€	331 038€	31 200€	34 836€

IV.5.5 Etat des créances et dettes (NIF)

Le montant des prêts à l'actif du bilan se décompose ainsi selon les échéances :

échéances des prêts	31/12/2024	
	-1 an	1 an et +
Création	1 117 641€	210 508€
Transmission / reprise	665 801€	126 005€
Croissance	358 174€	85 882€
Innovation IMM	89 311€	13 549€
Covid Résistance	277 787€	250 783€
Total	2 508 714€	686 727€

IV.5.6 Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31/12/2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

trésorerie	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
Création / reprise	499 427€	527 534€
Croissance	33 142€	27 075€
Innovation IMM	4 134€	12 146€
Sous total prêts d'honneur	536 703€	566 755€
Fonds COVID Résistance	341 450€	971 453€
Primes CJC	45 213€	258 435€
Marseille Innovation	12 401€	16 109
Total des prêts	935 767€	1 812 752€
Fonctionnement	- 145 992€	- 131 568€
Total	789 775€	1 681 184€

IV.5.7 Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il se répartit ainsi :

prêts accordés non décaissés	31/12/2024	
	montant	quantité
Création	228 000€	47
Transmission / reprise	72 000€	13
Croissance	30 000€	3
Sous Total décaissable	330 000€	63
Prêts abandonnés par l'entrepreneur	74 000€	14
Prêts ayant dépassé la date limite de décaissement (6 mois)	157 000€	29
Sous Total non-décaissable	231 000€	43
Total	561 000€	106

IV.5.8 Etat des fonds propres d'intervention (ANC 2018-06 et NIF)

Les fonds propres consacrés à l'activité prêt sont répartis ainsi (NIF) :

fonds de prêt	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
Création /reprise	1 976 429€	2 056 572€
Covid Résistance	350 586€	1 036 075€
Total	2 327 015€	3 092 647€
dont :		
sans droit de reprise	1 412 250€	1 256 549€
avec droit de reprise	914 765€	1 836 099€

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association locale, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres fonctionnement	31/12/2024	31/12/2023
	montant	montant
réserves	-	-
report à nouveau	101 376€	52 220€
<i>sous-total</i>	<i>101 376€</i>	<i>52 220€</i>
résultat fonctionnement	36 612€	49 154€
total	137 988€	101 374€

IV.5.9 Information sur les fonds reportés et dédiés (ANC 2018-06)

Nature du fonds	Date d'origine du fonds	Valorisation totale du fonds	Fonds non utilisés à l'ouverture de l'exercice	Fonds consommés sur l'exercice	Solde disponible à la clôture de l'exercice
MPE cohorte 2022 REGION	2022	163 727€	19 621€	10 156€	9 465€
MPE cohorte FSE+ 2022	2022	204 650€	24 525€	12 695€	11 830€
MPE cohorte 2022 fonds privés	2022	40 942	4 907€	2 540€	2 367€
MPE cohorte 2023 REGION	2023	164 391€	26 166€	13 398€	12 768€
MPE cohorte 2023 fonds privés	2023	211 236€	39 248€	20 096€	19 152€
MPE cohorte 2024 REGION	2024	164 391€			15 479€
MPE cohorte 2024 fonds privés	2024	211 320€			23 218€

IV.5.10 Etat des dettes financières (NIF)

Quelle que soit la forme de dette, avance ou emprunt, lorsqu'elle concerne le financement des prêts, il est demandé une information spécifique (NIF) selon le format ci-dessous.

Les dettes financières comprennent des dettes spécifiquement affectées aux prêts accordés par l'entité qui sont décomposables comme suit :

dette financière sur prêts	31/12/2024	31/12/2023	taux d'intérêt	dette -1 an	date d'échéance
	montant	montant			
Innovation	50 000€	75 000€	0	25 000€	15/12/26
Croissance	75 000€	100 000€	0	25 000€	11/08/27
Croissance	25 000€	50 000€	0	25 000€	01/02/25
total	150 000€	225 000€		75 000€	

IV.5.11 Contrôle de trésorerie

	Fonctionnement	Création / Reprise	Croissance	COVID Résistance
<u>ACTIF</u>				
Actif immobilisé	13 709€	1 893 932€	406 867€	211 577€
Actif circulant	592 574€	503 561€	33 142€	341 450€
Total	606 283€	2 397 493€	440 009€	553 027€
<u>PASSIF</u>				
Fonds propres sans droit de reprise		1 412 250€		342 198€
Fonds propres avec droit de reprise		564 179€		350 586€
Dettes	407 426€		100 000€	
Total	407 426€	1 976 429	100 000€	692 784€

IV.6 Informations relatives aux postes du compte de résultat

IV.6.1 Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

concours publics subventions	31/12/2024			31/12/2023		
	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.
Union Européenne		179 094€			177 088€	
Etat (CJC)		70 108€			101 492€	
Conseil Régional		190 541€			164 391€	
Intercommunalités		100 000€			29 219€	
autres		159 782€			199 000€	
total		699 525€			671 190€	

IV.6.2 Abandon de frais par les bénévoles (ANC 2018-06)

Les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité de bénévolat sont enregistrés dans les comptes de charges correspondant à leur nature sur la base des dépenses réelles et justifiées et récapitulées dans une note de frais. La renonciation au remboursement de frais par le bénévole est matérialisée sur la note de frais produite par le bénévole et est comptabilisée en dons manuels (compte 75412 abandon de frais par les bénévoles).

L'abandon de frais ne constitue pas une contribution volontaire en nature.

IV.6.3 Etat des pertes brutes

Fonds de prêt	Année 2024	Année 2023
Création	106 064€	162 240€
Reprise	26 050€	72 680€
Croissance	27 690€	24 099€
COVID Résistance	120 686€	310 318€
total	282 012€	569 337€

IV.6.4 Contributions en nature (ANC 2018-06)

CNV	Année N	Année N-1
<i>contributions</i>		
dons en nature		
prestation en nature		
bénévolat	86 945€	72 463€
total	86 945€	72 463€
<i>charges</i>		
secours en nature		
m-à-d gratuite de biens	25 043€	25 043€
commodat (prêt)		
prestation en nature		
personnel bénévole		
total	25 043€	25 043€

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

Le bénévolat est évalué sur la base de 60 € de l'heure comme en 2023.

IV.7 Autres informations

IV.7.1 Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et (

Effectif	Année 2024	Année 2023
cadres	4,12	3,25
non cadres	6,92	8,58
<i>sous total</i>	11,04	11,83
personnel m-à-d facturées		
personnel m-à-d CVN		
total	11,04	11,83

IV.7.2 Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)

En application de l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés n'est pas communiquée car cela conduirait à présenter une rémunération individuelle.

IV.7.3 Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

honoraire CAC	31/12/2024	31/12/2023
certification des comptes	15 000€	13 200€
total	15 000€	13 200€